

Questions et réponses sur l'appel à propositions MAR23001-10102

« RENFORCER L'INCLUSION ECONOMIQUE DES SURVIVANT.E.S DU SEISME DU HAUT ATLAS PAR LA FORMATION PROFESSIONNELLE »

08/09/2025

(Cette version inclut les questions posées lors de la séance d'informations le 08/09/2025)

A. Procédures et documents à soumettre :

1) *Quelle est la durée de mise en œuvre du projet dans le cadre de cet appel à propositions ?*

Réponse : La durée de mise en œuvre est comprise entre 24 et 30 mois (2025–2027). Elle doit inclure au minimum deux années académiques dédiées à l'accompagnement vers la formation professionnelle, ainsi qu'une période minimale de 3 mois consacrée au suivi post-formation dans le cadre du dispositif d'accompagnement socio-économique.

2) *Doit-on déjà soumettre la proposition d'action complète lors de la première étape des notes conceptuelles ?*

Réponse : Non, seule une note conceptuelle (max. 5 pages) est à soumettre à ce stade, ensemble avec les documents administratifs requis.

B. Recevabilité et financement :

1) *Les coûts liés au personnel sont-ils éligibles ?*

Réponse : Oui. Les coûts du personnel directement affecté à la mise en œuvre du projet sont éligibles, à condition qu'ils soient justifiés dans le budget prévisionnel et conformes aux lignes directrices financières du subsidé.

2) *Les conditions de recevabilité sont-elles les mêmes pour les co-demandeurs ?*

Réponse : Le présent appel ne prévoit pas de co-demandeurs. Le demandeur doit être l'unique responsable de la préparation et de la gestion de l'action, et ne peut agir en tant qu'intermédiaire. En revanche, des partenaires opérationnels peuvent être mobilisés dans le cadre de collaborations formalisées.

- 3) **Cofinancement** : Si le budget prévisionnel du projet excède l'enveloppe allouée par ENABEL, est-il possible d'intégrer d'autres sources de financement dans le plan de financement proposé ? Et si oui, cela est-il valorisé dans l'analyse des candidatures ?

Réponse : Oui, il est tout à fait possible d'intégrer d'autres sources de financement dans le plan de financement proposé, en particulier celles provenant du secteur privé. Cette approche est même vivement encouragée par les lignes directrices.

En cas de cofinancement mobilisé auprès d'entreprises partenaires dans le cadre de la mise en œuvre du projet, celui-ci devra être clairement justifié, formalisé par des engagements vérifiables, et limité à un taux compris entre 10 % et 25 % du budget global.

- 4) **Quel est le montant global accordé au projet ou le nombre d'associations/institutions que vous allez retenir ?**

Réponse : 1 seul subsidiaire sera octroyé donc on retient un seul demandeur. Le budget maximum renseigné dans les lignes directrices est le montant maximum du financement qui pourra être octroyé au demandeur retenu (et selon bien sûr l'enveloppe qui sera proposée par le demandeur suivant la limite citée).

- 5) **Un bureau d'études peut-il candidater en tant que demandeur ?**

Non. Seuls les organismes de la société civile (associations) sont éligibles, comme précisé dans les lignes directrices sous point 2.1.1.

C. Autres questions

- 1) **La présentation utilisée lors de la session d'information peut-elle être partagée ?**

Réponse : Oui. La présentation sera transmise par courrier électronique à l'ensemble des organisations ayant complété le formulaire d'inscription à la session.

- 2) **Pourriez-vous m'indiquer s'il y aura une autre session ?**

Réponse : Oui. Une deuxième session d'information est prévue début septembre 2025, après celle du 1er août 2025.

Les dates exactes et modalités de participation seront communiquées ultérieurement via les canaux de diffusion d'Enabel. Il est recommandé de consulter régulièrement le site d'Enabel ou de rester en contact via le formulaire d'inscription pour recevoir les mises à jour.

- 3) **Puis-je également utiliser ce mail pour poser d'éventuelles questions sur l'appel à propositions ?**

Réponse : Les demandeurs peuvent envoyer leurs questions par courriel à l'adresse suivante : subsides.progbil@enabel.be et ce, jusqu'à 21 jours avant la date limite de soumission des notes conceptuelles (soit au plus tard le 25 août 2025).

- 4) **Relation avec l'OFPPPT ? Le document fait état d'une exigence de synergie avec l'OFPPPT dans la mise en œuvre du projet. Faut-il, pour être éligible, disposer d'ores et déjà d'un partenariat formel (contractuel ou opérationnel) avec l'OFPPPT ? Ou ENABEL joue-t-elle un rôle de facilitateur pour appuyer l'établissement de relations de collaboration avec les antennes régionales de l'OFPPPT dans les zones ciblées ?**

Réponse : Enabel joue effectivement un rôle de facilitateur dans l'établissement du partenariat avec l'OFPPPT, qui est un acteur stratégique du programme. Il n'est donc pas nécessaire de disposer d'ores et déjà d'un partenariat formel avec l'OFPPPT pour être éligible. Les collaborations antérieures sont tout de même un atout et pourront être développées et appuyées au cours de la mise en œuvre, notamment avec les antennes régionales de l'OFPPPT dans les zones ciblées.

- 5) ***Cumul des bourses : Les bourses prévues dans le cadre du projet sont-elles cumulables avec les bourses déjà accessibles aux stagiaires de l'OFPPPT ou y a-t-il des restrictions à ce niveau***

Réponse : Ce point sera tranché ultérieurement avec l'ensemble des parties prenantes, l'objectif étant de couvrir le maximum de stagiaires dans le besoin.

- 6) ***Indicateurs de résultats : Les cibles chiffrées des résultats attendus mentionnées dans le document d'appel sont-elles données à titre indicatif, ou doivent-elles impérativement être atteintes par chaque projet sélectionné ? Autrement dit, le porteur de projet doit-il s'engager à couvrir l'ensemble des résultats mentionnés dans le cadre de l'appel ?***

Réponse : Les indicateurs de résultats mentionnés dans les lignes directrices constituent des objectifs à atteindre dans le cadre de la mise en œuvre du projet objet du subsidé. Chaque porteur de projet est donc invité à s'y engager et à démontrer comment son initiative contribuera à l'atteinte de ces résultats. Les projets doivent ainsi couvrir les indicateurs mentionnés et proposer des actions concrètes pour y parvenir.

- 7) **Les associations doivent-elles être basées dans la région d'Al Haouz ?**

Réponse : Non, ce n'est pas obligatoire. Les associations doivent être basées au Maroc ou représentées au Maroc et fournir des justificatifs prouvant qu'elles ont déjà mené des actions similaires.

- 8) **Les frais d'inscription, d'assurance, de matériel sont-ils à la charge des stagiaires ?**

Réponse : Non, tous ces frais doivent être pris en charge dans le cadre du projet. À titre indicatif, une bourse de 100 € par mois par stagiaire est envisageable, mais vous pouvez proposer d'autres montants si cela a un impact social plus significatif, notamment pour les profils les plus vulnérables. À noter : Le plafond pour un stagiaire est de 2 600 € sur deux ans, donc une allocation mensuelle de 100 € pendant 10 mois (par an) reste dans les limites budgétaires.

- 9) **Le montant des bourses doit-il être uniforme ?**

Réponse : Ce choix est laissé à la structure porteuse : vous pouvez proposer un montant unique ou modulé selon le mérite ou la situation individuelle.

- 10) **Un local dédié au projet à Marrakech (ou ailleurs) est-il prévu ?**

Réponse : Cela dépend de votre proposition et de l'organisation du projet. À vous de justifier ce besoin.

- 11) **La capacité à fédérer des partenaires doit-elle être prouvée dès la phase de présélection ?**

Réponse : Oui, il est recommandé de démontrer dès la note conceptuelle votre capacité à mobiliser des partenaires, notamment du secteur privé.

12) Si des membres de l'équipe ont déjà travaillé dans la région d'Al Haouz, mais pas sous le nom de l'association candidate, est-ce valide comme référence d'expériences similaires ?

Réponse : Il est important d'inclure les CVs des membres et leurs expériences individuelles clés dans le dossier pour renforcer sa crédibilité.

13) Doit-on travailler sur les 3 axes mentionnés ? Et doit-on inclure les informations fournies sur le programme bilatéral Maroc-Belgique ?

Réponse : Oui, le projet doit être traité dans son ensemble, en intégrant les trois axes définis dans l'appel à propositions.

Cependant, les slides présentés sur le programme bilatéral n'ont servi qu'à fournir un contexte global. Le cadre spécifique de cet appel se trouve exclusivement dans les lignes directrices officielles, disponibles sur www.tanmia.ma et www.enabel.be.